

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 3

Artikel: Les prises d'otages dans la guerre au Proche-Orient
Autor: Klen, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055421>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre et ci-dessous: Guerre des tunnels, à Gaza.

Proche Orient

Les prises d'otages dans la guerre au Proche-Orient

Michel Klen

Docteur en lettres et sciences humaines, ancien officier, essayiste spécialisé dans les questions de renseignement et de désinformation

Les prises d'otages sont pratiquées depuis l'Antiquité. Dans ce passé lointain, la tradition imposait à un pays vaincu de fournir des prisonniers au vainqueur pour garantir l'application des engagements pris après la fin des combats. Les captifs n'étaient libérés que lorsque toutes les clauses du traité signé entre les belligérants étaient respectées par la partie défaite. Cette méthode d'intimidation a notamment été mise en œuvre à grande échelle pendant les guerres puniques (Rome contre Carthage) et la guerre du Péloponnèse (Athènes contre Sparte). Ces actes de chantage ont perduré à toutes les époques mais sous des formes différentes: enlèvements crapuleux dans le but d'obtenir un juteux pactole, prises d'otages par des groupes révolutionnaires ou des guérillas pour financer des achats d'armements, porter un message politique et obtenir une audience internationale (Forces armées révolutionnaires colombiennes FARC, Tigres de libération de l'*Eelam* tamoul au Sri Lanka, groupe islamiste *Abu Sayaf* aux Philippines, etc. .). Dans cette thématique, il y a aussi les enlèvements de personnes par des mouvements terroristes pour réclamer des libérations de prisonniers: prise d'otages de diplomates à l'ambassade du Japon à Lima (Pérou) par le mouvement *Tupac Amaru* en échange de compagnons d'armes emprisonnés (avril 1997), cellules islamistes de Tchétchénie qui ont retenu en otage des centaines de spectateurs dans un théâtre de Moscou (octobre 2002) et des enfants dans une école de Beslan en Ossétie du nord (septembre 2004) en échange de l'élargissement de condamnés tchétchènes dans des pénitenciers russes...).

Par la suite, les enlèvements d'Occidentaux par *Daech* en Syrie et en Irak, d'*Al-Qaïda* au Maghreb islamique au Sahel, d'*Ansaru* et *Boko Haram* au Nigeria ont combiné intérêts financiers et enjeux politiques. Pour frapper l'opinion internationale et occuper la scène médiatique, les ravisseurs ont organisé des mises en scène horribles avec interviews des captifs, voire leur exécution diffusée sur Internet. L'objectif de ces groupes terroristes est de répandre un prosélytisme rigoriste et anti-occidental.¹



Mais c'est surtout au Proche-Orient que les affaires d'otages se sont multipliées. Dans cette guerre de la terreur, l'Iran a joué (et continue de jouer) un rôle majeur.

L'Iran au cœur de la problématique des otages

Le régime de Téhéran issu de la révolution orchestrée par l'ayatollah Khomeini en février 1979 s'est imposé comme le maître d'œuvre des prises d'otages au Proche-Orient. Cette politique est alimentée par une détestation profonde des valeurs occidentales en général et des Etats-Unis en particulier. La controverse a commencé avec la prise en otages par « des étudiants » iraniens de 52 diplomates et civils américains, retenus prisonniers dans leur ambassade à Téhéran pendant 444 jours (4 novembre 1979 – 20 janvier 1981). Puis les enlèvements ont surtout touché des citoyens français au Liban. Les raisons de ces kidnappings qui ont empoisonné la politique française dans les années 1980 avaient pour toile de fond le remboursement par la France d'un prêt qu'elle avait contracté en 1974 auprès de Téhéran (à l'époque du Shah) dans le cadre du projet *Eurodif*. Ce programme prévoyait la construction d'une usine nucléaire au Tricastin dans la vallée du Rhône et la fourniture d'uranium enrichi à l'Iran. Paris avait rompu ses engagements après l'instauration d'une république islamique en Iran en 1979. Qui plus est, la France apporta son soutien au régime de Bagdad en lui fournissant des armements pendant les huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988). En représailles, l'Iran orchestra une série d'enlèvements de ressortissants français au Liban par des groupuscules chiites libanais. Pour la restitution des captifs au gouvernement français, les tractations étaient menées par le truchement d'interlocuteurs iraniens

¹ Voir mes articles dans la revue *Défense nationale*: « La problématique des prises d'otages (avril 2015) et Prises d'otages: le jeu politique » (mai 2015).

qui négociaient avec des représentants des factions chiites à Beyrouth. Des journalistes d'investigation ont établi que les versements des rançons passaient par un compte suisse d'un homme d'affaires franco-libanais qui transférait les sommes à l'association France-Orient². Les circuits alambiqués des pourparlers secrets ont été parfaitement rodés par la récurrence des prises d'otages qui se sont déroulées au pays du Cèdre.

L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 qui s'est soldée par le massacre de 1200 Juifs dans des conditions épouvantables a remis sur le devant de la scène la problématique des otages d'Etat. Les 240 personnes enlevées violemment à cette occasion et emprisonnées dans des souterrains ont servi de boucliers humains dans la bande de Gaza lors des bombardements aériens de Tsahal et de monnaie d'échange avec le gouvernement israélien pour le contraindre à arrêter sa riposte militaire. Par la suite, les séquences médiatisées des premières libérations de captifs remis aux représentants de la Croix-Rouge ont été accompagnées d'une mise en scène interprétée avec une grande finasserie pour faire passer les anciens tortionnaires du Hamas pour des philanthropes. Dans cette série noire de la comédie humaine les otages avaient été drogués par leurs bourreaux quelques heures avant leur libération pour présenter un aspect apaisé. Ce jeu de dupes a en effet provoqué un retournement de l'opinion dans beaucoup d'esprits leurrés par le déferlement d'images, certes émouvantes, mais trompeuses.

Orfèvre dans le traitement des affaires d'otages d'Etat, l'Iran joue un rôle majeur en sous-main dans le conflit actuel au Proche-Orient. Adversaire farouche de l'Etat hébreu, le régime de Téhéran n'a pas admis le renforcement politique de la nation juive après les accords d'Abraham signés le 15 septembre 2020 sous l'égide des Etats-Unis, d'abord entre Israël, les émirats arabes unis et Bahreïn, puis avec le Soudan et le Maroc. Cette percée diplomatique de l'Etat hébreu, encouragée par l'Arabie saoudite, a aggravé la fracture entre les pays sunnites et l'Iran chiite. Pour enrayer cette nouvelle donne favorable à Israël, Téhéran a soutenu l'offensive du Hamas le 7 octobre en lui fournissant notamment les milliers de roquettes qui ont submergé le territoire israélien et accompagné les attaques terroristes dans les kibboutz. Dans le même temps, le régime des mollahs a renforcé son appui militaire aux factions chiites du Proche-Orient (Hezbollah au Liban, Houthis au Yémen).

La bataille du bluff

Ne pouvant traiter directement avec le Hamas et l'Iran pour obtenir la libération des otages, Israël a utilisé les bons offices d'intermédiaires (Qatar, Egypte) capables de discuter avec toutes les parties. Le processus de résolution des prises d'otages est caractérisé par une logique de diplomatie parallèle qui est alimentée par des séances d'intimidation. A première vue, le dialogue entre un Etat de droit et un mouvement terroriste semble impossible. Pourtant, un tel dialogue, jugé irréalisable, est indispensable. Pour toutes les démocraties, la notion de préservation de la vie humaine est essentielle. A l'opposé pour les terroristes, un otage ne représente qu'une simple « marchandise » destinée à être échangée si les revendications des ravisseurs sont satisfaites. Dans cet affrontement psychologique, les preneurs d'otages s'emploient à persuader le camp adverse qu'ils n'hésiteront pas à exécuter leurs captifs si leurs exigences sont refusées. En face, l'Etat démocratique, piégé dans cette tragédie infamante et soumis aux fortes pressions de son opinion publique, doit donner l'illusion qu'il a la volonté de résoudre

la crise à laquelle il est confronté. Dans ce jeu madré du chantage auquel se livrent les négociateurs et les ravisseurs (ou leurs représentants), la désinformation intervient dans les deux camps qui se bernent mutuellement pour obtenir l'ascendant psychologique. Les actions de dupes sont effectuées par les deux parties selon un schéma cynique empli de subtilités : je te manipule, tu me manipules, nous bluffons, donc nous négocions.

Les négociations qui tournent au tour des prises d'otages sont en effet dominées par une véritable bataille du bluff qui est gérée par des intermédiaires, généralement des diplomates et des spécialistes des services de renseignement. Tous ces agissements se font le plus souvent dans le secret, ingrédient nécessaire pour aboutir à une solution. La diplomatie de l'ombre reste en effet le moyen le plus efficace dans la problématique des prises d'otages.

Jusque dans un passé récent, Israël récupérait ses otages par des interventions militaires remarquablement menées par sa légendaire unité d'élite *Sayeret Makal* : raid sur l'aéroport ougandais d'Entebbe en juillet 1976, opération *Isotope* sur l'aéroport israélien de Lod en mai 1972, ...). De nos jours, l'Etat hébreu n'est plus en mesure de renouveler de telles opérations à haut risque. Il doit négocier avec des intermédiaires et pratiquer la diplomatie secrète. Le grand virage de cette politique de récupération de ses ressortissants s'est produit à l'occasion de l'élargissement du soldat franco-israélien Gilad Shalit kidnappé par une branche armée du Hamas en juin 2006 et libéré cinq ans plus tard en octobre 2011 en échange de la libération de 1027 prisonniers palestiniens. Dans cette dynamique impudente de marchandage, Israël a libéré à plusieurs reprises des centaines de détenus palestiniens pour récupérer non seulement des citoyens juifs, mais aussi des corps de militaires tués dans des affrontements. Toutes ces actions de pragmatisme ont obtenu le soutien d'une majorité de la population israélienne.

Ces affaires qui troublent les consciences mettent en relief la logique implacable de la méthode du faible au fort. Les organisations palestiniennes qui pratiquent les enlèvements d'Israéliens et qui ne peuvent pas rivaliser avec la puissante machine de guerre de Tsahal veulent ainsi démontrer « l'impuissance des puissants » dans ce conflit asymétrique au Proche-Orient.

M. K.

(Suite de la page 26)

Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, le 14 février 2003, au Conseil de Sécurité des Nations Unies, quand la politique arabe de la France faisait les riches heures de notre diplomatie de prévention et de résolution des conflits.

Sans remonter jusqu'à Michel Jobert, qui, comme ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, dans les années 70, portait haut une approche d'équilibre unanimement saluée par les capitales arabes comme par l'état d'Israël, force est, hélas, de constater que la politique arabe de la France ne fait plus écho, aujourd'hui, avec les doléances des principales capitales arabes et levantines.

Faut-il y ainsi voir dans l'incapacité française à imposer un cessez-le-feu, tout en reconnaissant le droit d'Israël de se défendre ; en se réjouissant, malgré tout, des timides avancées sur le plan humanitaire que le déplacement présidentiel aura néanmoins permis d'obtenir, un assourdissant effet collatéral de l'effacement diplomatique occidental ?

E. D.

² Michel Klen, *La guerre du bluff est éternelle*, Favre.